

GHASSAN SALAMÉ :

« L'ÉTAT EST, POUR LES ARABES, SYNONYME DE PRÉCAIRE »

*Pour le politologue libanais, la « Dawlat » orientale
a enfin conquis, auprès des sociologues, ses lettres de noblesse*

The
Foundations
of the
Arab State

Edited by
Ghassan Salamé

iai

THE FOUNDATIONS

OF THE ARAB STATE

Ouvrage dirigé par

Ghassan SALAMÉ

Editions Croom Helm

Londres, New York, Sydney

260 pages

L'Etat arabe sort du purgatoire où l'avaient relégué les spécialistes du Moyen-Orient. Comme on le verra plus loin, c'est même un retour en force qu'il effectue dans le champ des sciences sociales comme objet d'étude privilégié. L'ouvrage dirigé par Ghassan Salamé, et qui vient de paraître à Londres et New York, en témoigne : les huit chapitres qui le composent sont en effet tous consacrés au concept de l'Etat dans l'histoire, la pensée, la vie contemporaine du monde arabe, et, plus précisément, aux « fondations » de cet Etat. Les auteurs de ce livre, majoritairement Arabes, ont choisi des approches très variées pour traiter ce sujet sans pour autant nuire à la cohésion des trois grandes parties qui constituent la charpente de l'ouvrage. Outre le précieux instru-



GHASSAN SALAMÉ

ment de travail qui nous est ici donné, ces pages sont l'occasion d'une lecture particulièrement stimulante. Cela méritait d'être souligné.

□ Le livre écrit sous votre direction et qui vient de paraître est le premier d'une série de quatre ouvrages dont le titre général sera *Nation, State and Integration in the Arab World* (Nation, Etat et intégration dans le monde arabe). Quelle est

l'origine de ce projet et quelle est son objectif ?

■ En fait, au début des années quatre-vingt, celles parmi les sciences sociales qui s'intéressaient au monde arabe ont subitement redécouvert l'Etat. Il y a eu une très longue période au cours de laquelle les sociologues, historiens et autres spécialistes s'occupaient de la Nation ou des nations. Puis une deuxième période où les chercheurs se sont concentrés sur les sociétés. Et maintenant, c'est l'Etat qui est en vedette.

Ce phénomène ne concerne pas seulement le monde arabe, il est international. Pour citer un exemple, Cambridge University Press a publié en 1985 un gros ouvrage intitulé *Bringing the State back in*, ce qui signifie littéralement : il faut que l'Etat soit à nouveau un centre d'intérêt pour les sciences sociales. Il en avait en effet disparu... Or quand on connaît l'énorme étatisation de nos sociétés, quand on sait combien de déboires ont connu les nations par rapport à des Etats qui, eux, se sont renforcés, on se dit que ce qui aurait dû être l'objet privilégié de notre étude a été laissé à l'écart, au profit de deux entités : d'une part,

Rubrique
animée par
AMAL
NACCACHE

les nations qui sont souvent des entités idéologiques, et d'autre part, les sociétés qui sont pourtant façonnées, maîtrisées, contrôlées, organisées par l'Etat.

Il y avait donc une structure absente de la recherche en sciences sociales : l'Etat. C'est en train de changer. Je fais par exemple moi-même partie de trois équipes parallèles qui aujourd'hui travaillent sur l'« *Etat arabe* ». L'une d'elles, fondée en 1982, qui était dirigée par l'Italien Giacomo Luciani, regroupait un comité scientifique de huit membres, dont je fais partie. *The Foundations of the Arab State* est le premier d'une série qui comprendra, en outre, un livre sur l'Etat rentier (qui aborde toute la révolution pétrolière), un livre sur l'Etat et son opposition, enfin un dernier, que je dirigerai aussi, sur la politique de l'intégration régionale entre les Etats. Voilà un projet qui a abouti, après énormément de séminaires, puisque les quatre volumes auront déjà paru fin février.

Ces ouvrages, qui sont vendus à Londres à des prix assez prohibitifs, sont repris sous forme de manuels par UCLA Press (Editions de l'Université de Californie - Los Angeles), qui va les éditer en livre de poche. Et c'est un grand succès pour nous, car notre projet avait dès le départ une ambition pédagogique. Il faudrait maintenant, après la réalisation de ce projet (et de deux autres publications sur l'Etat arabe), commencer vraiment une énorme opération comparatiste qui prendrait pour objet le monde arabe, l'Afrique et l'Amérique latine. Il faudra des équipes internationales, composées d'arabistes, de latinistes et d'africanistes.

□ Vous écrivez que, dans le monde arabe, l'analyse des relations entre l'Etat et la société civile reste à la traîne non seulement de l'Europe mais de l'Amérique latine. Est-ce à cause de ce que vous appelez le « *péché originel* » de l'Etat dans nos pays ? Et dites-nous un peu plus ce que signifie au juste cette dernière notion que vous avez ainsi baptisée.

■ Je veux dire par là que l'Etat n'a pas été aimé dans le monde arabe. Il ne l'est toujours pas. Il n'est pas aimé par les unionistes, parce qu'il

perpétue une espèce de division de la nation mythique - arabe ou islamique - en de multiples Etats qui ont le tort non seulement d'exister, mais même de perdurer. L'Etat n'est pas aimé non plus par les séparatistes qui le trouvent trop grand, ou mal découpé, en tout cas impropre à servir leur propre cause.

Il y a *péché originel* également parce que l'Etat n'est pas aimé par certaines strates sociales hostiles à son intervention dans l'économie et la société. Beaucoup de catégories sociales ont en effet été victimes de l'étatisation rampante des années cinquante et soixante dans le monde arabe. Par conséquent, l'Etat dans sa configuration territoriale n'est déjà pas très aimé : l'Etat dans son rôle de locomotive de l'économie et comme agent de *refaçonnement* de la société l'est encore beaucoup moins.

Par surcroît, lorsqu'on a vu que l'Etat pouvait devenir dans certains cas une sorte de voile derrière lequel se cachent des clans, des groupes sociaux étroits, lorsqu'on a constaté que l'Etat sert parfois de voile à une domination de « *asabiya* », de clanisme, sa cote d'amour est tombée au plus bas. Dans d'autres cas, au contraire - on le voit bien au Liban -, l'absence d'Etat a suscité une soif d'Etat. On peut dire par conséquent que la guerre civile, qui est la situation où l'Etat tombe à un degré zéro, ou proche de zéro - comme au Liban -, est un des cas qui lavent l'Etat du *péché originel*, car elle remet en valeur et en lumière le rôle de l'Etat dans le maintien de la paix. Elle remet à l'ordre du jour Rousseau aux dépens de Hobbes, c'est-à-dire l'idée d'un nouveau contrat social qui remplacerait le chaos provoqué par l'absence d'Etat et la lutte sauvage pour le pouvoir.

□ Comment définiriez-vous les rôles respectifs de l'islam et de l'Etat dans la fondation des Etats arabes ?

■ Vous savez, pour un sociologue il y a plusieurs islams. Il y a l'islam formel que l'on retrouve par exemple dans les constitutions de tous les pays arabes. Il s'agit là d'un islam de légitimation affirmant la continuité avec la tradition religieuse passée. Dans ce genre de cas, l'islam ne me semble pas

capital en soi, il joue comme caution.

□ L'un des auteurs de *The Foundations of the Arab State*, Bahgat Kourany, accuse les Etats territoriaux arabes d'avoir été fondés par des étrangers, d'avoir été « *made in Europe* ». Que pensez-vous de sa thèse ?

■ Il y a une différence fondamentale entre le mot « *état* » ou le mot « *state* » en anglais, et le mot arabe « *dawla* ». Il est tout à fait paradoxal que le mot « *état* » soit traduit, en arabe, par le mot « *dawla* ». Par « *état* », on entend quelque chose qui est là, qui dure, qui a cessé de bouger et qui est devenu permanent. Or l'origine du mot arabe *dawla* signifie au contraire le changement. « *Dâla* » veut dire « *changer* », « *se transformer* », et même « *disparaître* ». Alors que la culture hégélienne voit en l'Etat une permanence à laquelle on accède après des soubresauts historiques pluri-séculaires, nous avons, en arabe, une vision de l'Etat qui est à l'origine beaucoup plus dépréciée, qui n'est pas celle du dynamisme mais de la vulnérabilité. Pour Ibn Khaldoun, il y a cinq périodes au bout desquelles les Etats disparaissent. Alors que la « *dawla* » est une espèce d'extension bureaucratique d'une dynastie, pour Ibn Khaldoun et la plupart des écrivains arabes, et pour la culture politique arabe contemporaine aussi, l'« *état* » est, dans la tradition européenne, surtout à partir du XIII^e siècle, quelque chose d'impersonnel, d'institutionnalisé, et qui a la possibilité de perdurer à travers et au-delà de la chute de telle ou telle dynastie.

Quant au rôle de l'étranger dans la fondation de l'Etat arabe, c'est vrai que cet Etat est le produit sinon de l'intervention de l'Occident, du moins d'un mimétisme en relation avec l'Occident. Il y a eu intervention, il y a également eu mimétisme. Je voudrais attirer votre attention sur la thèse de Ilya Harik, dans ce livre. Contrairement aux idéologies les plus courantes qui veulent que les Etats arabes soient les créations de l'Occident, il essaie de démontrer que les Etats arabes ont d'importants noyaux historiques. Il pose comme règle générale qu'il y a des noyaux préétatiques dans l'ensem-

ble du monde arabe. Il ne fait exception que pour le Croissant fertile où il reconnaît que c'est la main de l'étranger qui a été capitale dans la fondation des Etats de cette région. Il en distingue pourtant le Liban dans l'histoire duquel il voit des structures préétatiques, notamment dans l'émirat druze des XVI^e et XVII^e siècles. Je crois que la thèse de Kourany et celle-ci se contrebalancent assez bien.

□ Dans votre dernier chapitre, vous exprimez une vision quasi apocalyptique, vous prévoyez une transformation du conflit israélo-arabe en guerre de Religion, les Arabes étant amenés à ne plus considérer Israël que comme une entité religieuse.

■ L'histoire du conflit israélo-arabe est une histoire complexe dans laquelle cette dimension religieuse a toujours été, du côté arabe, rejetée dans l'inconscient. Jusqu'ici, les Arabes, au moins au niveau des élites, ont voulu faire de ce combat un combat patriotique, national. La dimension religieuse s'exprimait beaucoup plus dans la culture populaire.

Malheureusement nous assistons aujourd'hui à des phénomènes, en Israël et ailleurs, d'investissement du politique par le religieux, qui met à nu les paramètres religieux des conflits de la région. Il y a eu des déclarations de dirigeants iraniens pour dire que le nationalisme arabe est une forme de sionisme. Il y a un mouvement en Israël, le Goush Emourin, qui voit dans le conflit avec les Arabes un pur conflit religieux. Il y a aujourd'hui une explication et une simplification de la dimension religieuse de ces conflits. Est-ce bon ? Je considère pour ma part que c'est effrayant. Il y a d'abord, dans la guerre de Religion, un facteur très inquiétant, qui est la condamnation absolue de l'autre, son annihilation étant, elle, un service rendu à Dieu. Il y a, par ailleurs, le fait que ces guerres de Religion se déroulent sur des bases tribales. On n'essaie pas, voyez le Liban, de convertir l'autre, comme au cours des guerres entre Huguenots et Catholiques en Europe. On devient un tribal absolu.

Propos recueillis
par A. N.